



NATION
huronne-wendat



Bureau du
Nionwentsio

MÉMOIRE DE LA NATION HURONNE-WENDAT

**PROJET DE LOI 46 MODIFIANT LA LOI SUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE
NATUREL ET D'AUTRES DISPOSITIONS**

Présenté au

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

Par

CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT

8 OCTOBRE 2020

Commission des transports et de
l'environnement

Déposé le : 27.10.2020

N° : CTE-065

Secrétaire : J.C.



Pour nous joindre

Conseil de la Nation huronne-wendat

255, Place Chef Michel-Laveau
Wendake (Québec) Canada G0A 4V0

Téléphone : +1 418-843-3767

Ligne sans frais : 1-877-712-3767

Télécopieur : +1 418-842-1108

Courriel : administraton@cnhw.qc.ca

Site Web : www.wendake.ca

Table des matières

Table des matières	3
1. Introduction	6
1.1 La dernière forêt huronne-wendat intacte dans le Nionwentsio.....	7
1.2 La dernière forêt intacte au sud du Québec	9
1.3 Une démarche pour les générations futures	10
1.4 Une démarche appuyée par la science.....	11
1.5 Une démarche collaborative	13
1.6 Le projet de loi n° 46.....	14
2. Commentaires généraux	15
3. Commentaires spécifiques et propositions	19
4. L'aire protégée <i>Ya'nienhonhndeh</i> proposée comme projet pilote	25
5. Conclusion.....	26
Références	30

Mise en garde

Ce mémoire de la Nation huronne-wendat est présenté *sous toutes réserves* de ses droits ancestraux et territoriaux protégés par le Traité Huron-Britannique de 1760 (Traité) et de ses autres droits et intérêts, notamment sur son territoire principal coutumier, le Nionwentsïo (nous vous référons à la carte en annexe) et son territoire d'utilisation historique. Il n'affecte en rien les positions prises par la Nation huronne-wendat ou ses représentants officiels dans quelque procédure judiciaire ou processus de discussion ou de négociation que ce soit. Le contenu du présent mémoire ne pourrait en aucun cas constituer une admission de la part de la Nation huronne-wendat quant à la possibilité de droits d'autres Premières Nations sur le Nionwentsïo.

Équipe de réalisation

Analyse du projet de loi et rédaction du mémoire :

Béatrice Carrier, biologiste, M.Sc., Coordonnatrice du projet d'aire protégée
Ya'nienhonhndeh

Révision :

Amélie D'Astous, biologiste, M. Sc., chargée de projet

Mario Gros-Louis, ing.f., analyste en aménagement du territoire

Valérie Janssen, B.A., analyste anthropologue

Lori-Jeanne Bolduc, M. ATDR, conseillère en aménagement du territoire

Louis Lesage, biologiste, Ph.D., directeur du Bureau du Nionwentsio

Olivier Demeule, agent de secrétariat juridique

1. Introduction

La Nation huronne-wendat travaille depuis plus d'une décennie pour la concrétisation de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* dans la région du Lac à Moïse, au nord de Portneuf¹. Au cours de ces années, nous avons rencontré de nombreux obstacles attribuables, entre autres, à la lourdeur administrative qui règne au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) ainsi qu'aux différences de paradigme entre la Nation et ce ministère lorsqu'il est question d'aires protégées. Nous accueillons favorablement certaines mesures incluses dans le projet de loi n° 46, qui permettent d'accélérer le processus de création d'aires protégées ainsi que l'intégration du nouveau statut d'aire protégée d'utilisation durable des ressources. Cependant, notre historique avec le MELCC dans un contexte de création d'aire protégée nous permet d'identifier plusieurs lacunes à l'intérieur de ce projet de loi.

Dans ce mémoire, nous commentons de façon générale plusieurs aspects du projet de loi n° 46 et, de façon spécifique, plusieurs énoncés qui s'y trouvent. Nous émettons aussi plusieurs recommandations qui permettraient d'atteindre l'un des objectifs principaux de la modification de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, soit celui d'impliquer davantage les Premières Nations dans la création et dans la gestion des aires protégées.

Le but premier de ce rapport est donc de fournir plusieurs pistes de réflexion et des propositions qui permettront concrètement aux Premières Nations, aux acteurs locaux et au MELCC de travailler ensemble pour la mise en œuvre d'aires protégées. Nous concluons ce mémoire en proposant que l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* fasse office de projet pilote afin de tester la mise en œuvre de la *Loi* modifiée par le projet de loi n° 46. Cela permettra au gouvernement de bonifier les futurs rapports visant à évaluer les bienfaits et les lacunes associés aux modifications à la *Loi* actuelle apportées dans ce projet de loi.

1.1 La dernière forêt huronne-wendat intacte dans le Nionwentsïo

Depuis 2010, préoccupée par la conservation des valeurs patrimoniales et culturelles d'exception qui sont indissociables des importantes considérations écologiques de la région du *Ya'nienhonhndeh* (le lac à Moïse) et du *Ekiontarowänha'* (le lac Batiscan), la Nation huronne-wendat entend obtenir un statut de conservation qui soit permanent pour ce territoire. Le Bureau du Nionwentsïo (BN) du Conseil de la Nation huronne-wendat (CNHW) consacre temps et énergie à concrétiser le projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*. Le BN a entrepris, depuis plusieurs années, différents travaux de recherche dans la région afin d'en inventorier les multiples aspects de notre patrimoine culturel et naturel qui serviront à justifier la valeur de conservation de ce territoire.

Plus précisément, le Bureau du Nionwentsïo a entrepris d'importantes recherches anthropologiques, historiques et archéologiques, permettant ainsi d'identifier et de confirmer la grande richesse du patrimoine culturel huron-wendat des régions du *Ya'nienhonhndeh* et du *Ekiontarowänha'*. Ces recherches ont établi des liens entre le savoir et la tradition orale de la Nation huronne-wendat, la toponymie, le patrimoine immatériel et le patrimoine archéologique de l'aire protégée proposée. À titre d'exemple, pour *Ya'nienhonhndeh*, outre la toponymie en langue wendat, les récits des aînés et des sources historiques permettent d'établir qu'il s'agissait de Moïse Gros-Louis, un ancêtre de la Nation qui a longtemps occupé ce secteur pour ses activités coutumières.

Désigné en langue wendat par le toponyme *Ya'nienhonhndeh*, signifiant « là où l'on cueille les plantes médicinales », ce lieu est occupé par les membres de la Nation huronne-wendat depuis des temps immémoriaux. Nos ancêtres y ont récolté d'abondantes ressources fauniques, halieutiques et végétales indispensables à leur subsistance. Ils y ont pratiqué la chasse, la pêche, le piégeage des animaux à fourrure et la récolte des végétaux, telles les plantes médicinales, et ce, pendant toutes les saisons de leur cycle annuel d'exploitation. Le toponyme wendat du lieu démontre d'ailleurs clairement son importance pour notre Nation et le rôle intime qu'il a pu jouer dans la santé de nos ancêtres.

Nos ancêtres ont d'ailleurs été les premiers à cartographier et documenter historiquement ce territoire, comme l'illustre le Plan Vincent, un plan du début du XIX^e siècle réalisé sur de l'écorce de bouleau et tracé par le Grand Chef huron-wendat Nicolas Vincent *Tsawenhohi* (1769-1844). Ce document huron-wendat exceptionnel a d'ailleurs été produit bien avant toute autre cartographie issue des travaux des premiers explorateurs et arpenteurs allochtones sur cet important territoire².

En 2013, nos recherches ont, entre autres, mené à la rédaction d'un rapport présenté à la Conférence régionale des élus³, dans lequel nous identifions jusqu'à une quarantaine de lieux d'intérêts pour la Nation huronne-wendat dans la région des lacs *Ya'nienhonhndeh* et *Ekiontarowänha'*. Ce projet de recherche scientifique avait alors pour objectif d'identifier, en amont du processus de planification forestière, les lieux d'intérêt pour la Nation huronne-wendat. Nous souhaitons alors protéger le patrimoine de la Nation tout en évitant la perte de productivité pour les industriels forestiers qui doivent attendre le résultat de nos analyses, dont plusieurs nécessitent des visites sur le terrain, avant d'opérer dans un secteur donné. Le projet visait donc spécifiquement l'identification et la protection des lieux d'intérêt significatifs pour la Nation huronne-wendat dans une partie du territoire de la région administrative de la Capitale-Nationale, soit la région du lac à Moïse – *Ya'nienhonhndeh* et du lac Batisca – *Ekiontarowänha'*.

Le travail d'identification et de précision des lieux d'intérêts effectué en 2013 à l'intérieur de la région concernée par le projet d'aire protégée a d'ailleurs été extrêmement pertinent par la suite pour orienter les recherches archéologiques dans le secteur. Cependant, cette façon de faire a malheureusement conduit à la perte significative d'hectares de territoire à protéger, notamment dans la région du lac Batisca – *Ekiontarowänha'*.

Néanmoins, ce sont ces informations qui ont permis de cibler les zones de potentiel archéologique où la Nation huronne-wendat a effectué des interventions en collaboration avec l'École d'été en archéologie de l'Université Laval en 2016, 2017 et en 2020. Ces interventions ont permis de mettre au jour divers vestiges archéologiques liés à l'occupation huronne-wendat du territoire. D'un point de vue patrimonial, ces découvertes sont exceptionnelles, même à l'échelle du Québec, puisqu'elles permettent de documenter des sites d'activités traditionnelles comme la pêche, la chasse et le trappage et de percevoir une continuité dans ces activités à travers les différentes périodes. L'absence de transformations anthropiques en fait également un lieu unique pour la recherche archéologique puisque les perturbations en lien avec l'industrie forestière, comme le rehaussement artificiel des lacs et des rivières pour la drave, ont généralement pour effet la destruction des sites archéologiques situés sur des rives.

Une découverte majeure a d'ailleurs été faite lors des recherches archéologiques effectuées dans l'aire protégée projetée. En effet, à l'été 2016, un site d'art rupestre a été documenté. Les sites archéologiques d'art rupestre sont très rares au Québec⁴. On en connaît actuellement environ une douzaine. Il s'agit donc d'un témoin précieux et fragile

d'une expression qui peut être à la fois artistique et spirituelle et qui a survécu au passage du temps. L'équipe de recherche du Bureau du Nionwentsïo poursuit l'analyse de ce site, afin d'en apprendre davantage sur ce site archéologique d'exception. Il s'agit d'une découverte des plus significatives et spectaculaires.

Ainsi, la région du *Ya'nienhonhndeh* et du *Ekiontarowänha'* comporte encore de nombreuses traces de l'occupation et du passage des nombreuses générations de Hurons-Wendat qui l'ont parcourue. L'importance de ce patrimoine profondément ancré et indissociable de ce territoire est à la base de notre motivation à y mettre sur pied une aire protégée. La conservation de ce territoire à forte valeur identitaire, culturelle et patrimoniale est indispensable à la pérennité de l'identité de la Nation huronne-wendat. D'ailleurs, il s'agit de la dernière forêt huronne-wendat intacte dans le Nionwentsïo, le territoire coutumier des Hurons-Wendat occupé à l'époque du Traité Huron-Britannique de 1760.

1.2 La dernière forêt intacte au sud du Québec

En plus des nombreuses ressources culturelles présentes sur le territoire de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* proposée, on y trouve un massif de forêt vierge : aucune exploitation forestière ni développement anthropique n'y ont eu lieu, notamment grâce à sa topographie accidentée et du fait de son éloignement des régions ayant des usines de transformation du bois. Seules des perturbations naturelles comme des épisodes épidémiques de la tordeuse des bourgeons ont modifié cette forêt au cours des derniers millénaires. Ce massif de forêt vierge est exceptionnel puisqu'il s'agit du dernier grand massif de forêt vierge du sud du Québec. Il constitue une deuxième motivation importante pour notre Nation afin d'obtenir un statut de conservation qui soit permanent pour cette région.

En plus d'être un territoire représentatif des sapinières à bouleau blanc et jaune d'origine, la valeur des grands paysages forestiers intacts et non perturbés est essentielle pour différentes raisons. Le maintien de la dynamique naturelle des processus de succession, ainsi que son état de référence pour l'étude des impacts à long terme de l'aménagement des forêts sont deux critères justifiant leur conservation⁶. De plus, la continuité écologique confère des attributs particuliers à la structure des peuplements forestiers, leur permettant d'abriter une plus grande diversité de micro-habitats, et donc d'espèces^{7,8,9}. Par exemple, certaines espèces d'oiseaux (grand pic, tétras, paruline à poitrine baie, grive de Bicknell), de végétaux (certains lichens, des mousses et des champignons), et de mammifères (martres, pékan, caribou forestier, polatouche) sont

associées aux forêts anciennes. Finalement, la perpétuité de la forêt boréale intacte contribue à la séquestration du carbone, à la régulation hydrographique ainsi qu'à la conservation de la biodiversité⁶.

Plus de 200 lacs se trouvent sur le territoire de l'aire protégée, dont une centaine sont en plein cœur du massif de forêt vierge. Ces lacs sont à la tête de bassins versants importants, dont ceux des rivières Batiscan, Sainte-Anne et Métabetchouane. Le caractère intact de certains de ces lacs est d'une valeur écologique inestimable, puisqu'ils n'ont pas été perturbés par l'industrie forestière ni par la drave. La drave a notamment transformé une bonne partie du bassin versant de la rivière St-Maurice, tout juste à l'ouest de *Ya'nienhonhndeh*, et dont une partie est protégée par le Parc National de la Mauricie. Ainsi, le territoire de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* répond de manière supérieure aux critères d'intégrité écologique et est davantage représentatif de ce que représente une forêt intacte que le territoire couvert par le Parc de la Mauricie. En ce sens, les autres parcs nationaux de ce secteur, soit ceux de la Jacques-Cartier, des Grands-Jardins et des Hautes-Gorges ont tous les trois subi des transformations anthropiques significatives, notamment par les coupes forestières, au cours des dernières décennies. Ainsi, les critères de représentativité d'une forêt ancienne, intacte et non perturbée sont inférieurs dans ces quatre parcs nationaux comparativement à *Ya'nienhonhndeh*.

Aussi, la pression de pêche est très faible sur le territoire de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*. Ces lacs représentent donc les derniers témoins au sud du Québec pour plusieurs recherches scientifiques en limnologie.

1.3 Une démarche pour les générations futures

Le projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* est un dossier important pour la Nation huronne-wendat puisque nous avons pris la responsabilité vis-à-vis les générations futures de faire tout ce qui est en notre pouvoir afin de protéger de façon permanente les valeurs patrimoniales et culturelles d'exception qui sont indissociables des importantes considérations écologiques de ce territoire.

En attendant d'obtenir un statut de conservation qui soit permanent pour le *Ya'nienhonhndeh*, la Nation huronne-wendat tente depuis plusieurs années de protéger les sites patrimoniaux, les sites d'intérêt et des zones de potentiel archéologique huron-wendat via les processus d'harmonisation forestière. La Nation huronne-wendat est donc activement impliquée dans un dialogue constructif avec le gouvernement provincial et les industriels forestiers œuvrant sur le Nionwentsio dans le but de mieux harmoniser les

pratiques forestières et les droits, activités et intérêts des Hurons-Wendat. Les partenaires réussissent, à plusieurs égards, à concilier leurs intérêts respectifs, plus particulièrement dans le cadre de l'aménagement écosystémique. Néanmoins, force est de constater que le processus n'est pas optimal compte tenu que l'harmonisation se fait davantage en aval de la planification forestière plutôt qu'en amont, avec toutes les contraintes que cela implique. De plus, un site harmonisé ne se voit accorder aucun statut permanent de conservation.

Il est très important de préciser que la législation déficiente du Québec en matière de protection du patrimoine archéologique fait en sorte que l'évaluation de l'impact sur les ressources archéologiques n'est effectuée que sur une infime portion des projets. Aujourd'hui encore, un nombre important de sites archéologiques est détruit à chaque année au Québec, notamment en milieu forestier. Cela est particulièrement vrai sur les terres actuellement sous gestion de l'État québécois, ce qui est loin d'être exemplaire en matière de préservation du patrimoine. Le patrimoine de la Nation huronne-wendat est particulièrement touché par ces lacunes.

La protection de ce territoire va bien au-delà d'un objectif exclusif de protection pour la Nation huronne-wendat. Une fois protégé, ce territoire sera accessible pour tous afin que chacun puisse voir, entendre, sentir et vibrer dans ce qu'est une réelle forêt intacte. D'ailleurs, qui au Québec peut se vanter d'avoir foulé le sol d'une forêt intacte? Sa proximité avec la Ville de Québec rend celle-ci accessible à tous, notamment aux jeunes qui pourront ensuite transmettre ces valeurs de protection et de conservation pour les 7 générations à venir.

1.4 Une démarche appuyée par la science

Ainsi, jugeant que l'harmonisation forestière présente plusieurs limites et ne suffit pas à protéger efficacement et perpétuellement les sites d'intérêt pour la Nation huronne-wendat, le 21 août 2018, la Nation a demandé que le massif de forêt vierge du *Ya'nienhonhndeh* fasse l'objet d'un moratoire sur les coupes forestières. Le 23 août, un moratoire sur les coupes pour les opérations forestières 2018-2019 a été accordé par le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP).

Dès cette annonce, le Bureau du Nionwentsio a mis en marche plusieurs campagnes d'échantillonnages en collaboration avec de nombreux partenaires afin de décrire la richesse patrimoniale et l'unicité de la biodiversité que l'on y trouve. Ainsi, le Bureau du Nionwentsio souhaite être en mesure de renforcer sa position visant à protéger de façon définitive cette forêt intacte. L'une des principales campagnes d'inventaires fait l'objet

d'un projet de doctorat pour un étudiant en biologie à l'Université Laval, monsieur Philip Bell-Doyon. Celui-ci a pour objectif de caractériser la valeur de conservation des forêts intactes du *Ya'nienhonhndeh* en utilisant les bryophytes, les lichens et les microorganismes du sol comme indicateurs de continuité écologique. Les premiers résultats se montrent très prometteurs. L'échantillonnage d'oiseaux, par exemple, a permis d'identifier 37 espèces d'oiseaux, dont le Tétrás du Canada et la paruline à poitrine baie, deux espèces qui dépendent des forêts matures. De plus, trois espèces de mousses considérées comme ayant un très haut risque d'extinction ont été identifiées. Pour l'une de ces espèces (*Tetrodontium ovatum*), seulement deux occurrences étaient connues au Québec. Une mousse très rare (*Campylopus schimperi*), et que l'on croyait même disparue, a aussi été observée et récoltée.

À la vue de ces premiers résultats, à l'automne 2019, la Nation a demandé au MFFP à ce que le moratoire soit prolongé pour une durée d'au moins 4 ans afin de nous permettre de continuer l'acquisition de connaissances sur le territoire. Nous avons obtenu une prolongation du MFFP, mais pour une durée indéterminée.

Nous travaillons aussi actuellement sur plusieurs autres projets de recherche. Nous collaborons notamment avec le centre de foresterie des Laurentides et l'UQÀM afin de brosser un portrait de l'entomofaune présente dans le massif de forêt vierge. Une équipe formée d'Environnement et Changement climatique Canada et du Zoo de Granby cherche à identifier les sites d'intérêts pour le martinet ramoneur, une espèce qui est susceptible d'être désignée comme menacée au vulnérable au sens de la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*¹ du gouvernement du Québec et qui est menacée selon la *Loi sur les espèces en péril*² du gouvernement fédéral. Le Bureau du Nionwentsio a aussi mis sur pied un projet de recherche visant à étudier l'intégrité de l'état physico-chimique ainsi que de l'état des populations de poissons des lacs dont les bassins versant sont entièrement inclus dans le massif de forêt vierge. Ce projet se fait en collaboration avec l'UQAC et CIMA+. Finalement, nous avons demandé à l'équipe de Jérôme Dupras, de l'UQO, de nous fournir une analyse sur la valeur des services écosystémiques à l'intérieur de l'ensemble du projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*.

¹ <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/especes/liste-especes-vulnerables/>

² <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-public-especes-peril/evaluations-rapports-situations-cosepac/martinet-ramoneur-2018.html>

L'ensemble de ces projets, incluant ceux qui ont débuté en 2019, sont financés par Environnement Canada dans le cadre du défi *En route vers l'objectif 1 du Canada* du Fonds de la Nature Canada et qui finance des projets d'aires protégées qui contribueront de façon importante à la conservation de 17 % des terres et de l'eau douce du Canada.

1.5 Une démarche collaborative

Nous sommes conscients de la réalité du territoire touché par le projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*. L'aire du projet touche notamment les territoires structurés de la réserve faunique des Laurentides, de la ZEC de la Rivière-Blanche et la MRC de La Jacques-Cartier. En plus d'une occupation et des activités coutumières de la Nation huronne-wendat, on retrouve sur ce territoire des activités forestières, des activités récréatives comme la chasse, la pêche, la villégiature, et bien d'autres. Il s'agit donc d'une région dont l'économie et le mode de vie reposent, en grande partie, sur des activités directement liées à la forêt. La réalité particulière de ce territoire implique donc différents intervenants comme le MFFP, le MELCC, la Nation huronne-wendat, la Sépaq, la MRC, la ZEC de la Rivière-Blanche, l'industrie forestière, les organismes de bassins versants, etc.

La volonté de mettre sur pied un projet d'aire protégée qui serait rassembleur et qui n'écarterait aucun intervenant de la région est dans l'ADN même du projet d'aire protégée proposé par la Nation huronne-wendat. En effet, depuis les premiers balbutiements du projet, nous souhaitons que celui-ci soit bénéfique pour l'ensemble de la société québécoise et des intervenants locaux.

C'est avec cette optique de travailler en collaboration avec plusieurs intervenants que nous avons présenté au gouvernement, en novembre 2016, un document dans lequel nous proposons une première ébauche de stratégie territoriale pour l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*¹⁰. À l'époque, le gouvernement en place envisageait de mettre sur pied des aires protégées polyvalentes, un concept que nous avons rapidement adopté pour notre projet d'aire protégée puisqu'il était, à ce moment, le plus adapté à la réalité régionale. En effet, le gouvernement prévoyait que les aires protégées polyvalentes n'excluent pas les activités ayant déjà cours sur le territoire, ce qui correspondait à notre vision d'une aire protégée. Malheureusement, ce type d'aire protégée n'a jamais été concrétisé. Depuis, la Nation huronne-wendat tente toujours de concevoir un projet d'aire protégée qui soit à la fois acceptable socialement et recevable par le MELCC.

1.6 Le projet de loi n° 46

Le projet de loi n° 46, présenté le 14 novembre 2019 par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. Benoît Charrette, a donc été, dans l'ensemble, favorablement accueilli par la Nation huronne-wendat. En effet, nous étions très heureux de constater que le gouvernement prévoyait l'inclusion de l'aire protégée avec une utilisation durable des ressources. Celle-ci semble parfaitement adaptée à la réalité régionale du *Ya'nienhonhndeh* et à notre vision d'une aire protégée puisqu'elle n'exclut pas les activités ayant déjà cours sur le territoire. Nous saluons aussi l'apparente volonté du gouvernement d'inclure davantage les Premières Nation dans la réalisation et dans la gestion des aires protégées au Québec. Cependant, en se basant sur notre historique avec le MELCC, nous croyons qu'il reste encore beaucoup de travail à faire avant l'adoption de ce projet de loi afin de faciliter réellement la collaboration entre notre Nation et le ministère. Les prochaines sections présentent donc nos commentaires et nos recommandations quant au projet de loi n° 46.

Nous apprécions que le MELCC ait accepté de recevoir la présente analyse, mais tenons à réitérer notre déception de ne pas avoir été invités à la Commission du Transport et de l'environnement qui a eu lieu en septembre 2020 afin d'y présenter notre réalité, notre historique, nos enjeux, notre unicité, bref, notre projet.

2. Commentaires généraux

Premièrement, nous estimons que le Projet de loi n° 46, bien qu'il représente une tentative d'intégrer davantage les Premières Nations dans la création et la gestion des aires protégées, ne permet pas de réduire les obstacles qu'une Première Nation rencontre actuellement lorsqu'elle désire mettre en œuvre une aire protégée. En effet, **les dossiers de conservation menés par des Premières Nations comportent leurs lots de spécificités, d'enjeux et de défis qui ne sont pas adressés dans le projet de loi n° 46 tel qu'il est présenté actuellement.**

Par exemple, le projet de loi n° 46 ne laisse jamais sous-entendre qu'une Première Nation puisse être l'instigatrice d'un projet d'aire protégée ou autres mesures de conservation. Il n'intègre donc aucune balise à cet égard, ce qui serait pourtant crucial dans les cas où une Première Nation est l'instigatrice d'un tel projet. Soulignons également que les procédures gouvernementales ne sont pas forcément adaptées à la réalité et au contexte des Premières Nations. **Chaque projet devrait pouvoir s'adapter aux enjeux, intérêts, cultures et réalités locales des différentes Nations.** La compréhension du patrimoine naturel et de ce qui mérite une protection diffère pour les communautés autochtones et pour le MELCC, ce qui devrait être reflété dans le projet de loi. Une flexibilité et une souplesse à cet égard devraient donc y être prévus. Des énoncés concrets doivent également être ajoutés afin **d'améliorer les moyens accordés aux Premières Nations** pour qu'elles puissent présenter des projets d'aires protégées ou d'autres moyens de conservation au MELCC et que ceux-ci soient recevables.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi n° 46 devrait reconnaître l'importance des ressources culturelles associées à un territoire, puisqu'elles y sont ancrées et qu'elles contribuent de manière significative à sa valeur. Le manque de considération pour les ressources culturelles dans l'analyse des projets d'aires protégées faites par le MELCC est étonnant. Le ministère adopte pourtant la définition d'une aire protégée proposée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et énoncée ainsi : « une portion de terre et/ou de mer vouée spécialement à la protection et au maintien de la diversité biologique, *ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées* et gérées par des moyens efficaces, juridiques ou autres ». Il n'en demeure pas moins **qu'il est très complexe, voire impossible pour une Nation autochtone de faire reconnaître une quelconque valeur culturelle qui soit associée à une partie ou à l'ensemble d'un territoire.** Pourtant, les ressources culturelles, qui peuvent être associées à des valeurs identitaires, patrimoniales et historiques d'une Nation autochtone, sont souvent

indissociables de la valeur écologique et naturelle d'un territoire. Nous sommes donc d'avis que si le gouvernement commençait par **définir adéquatement ce qui est entendu par « valeur culturelle »**, puis à valoriser ce type de ressource, qui fait partie de la définition d'une aire protégée, plusieurs dossiers présentés par des Nations autochtones seraient mieux accueillis par celui-ci.

De plus, le projet de loi n° 46, dans sa forme actuelle, rate une occasion unique d'intégrer des notions qui, bien qu'elles soient moins tangibles ou qu'elles ne soient pas forcément associées à la valeur écologique d'un territoire, peuvent motiver une Première Nation à mettre sur pied un projet d'aire protégée.

La notion d'esprit du lieu est un exemple de notion intangible qui pourrait être incluse à l'intérieur du projet de loi n° 46. L'esprit du lieu est défini comme le caractère et le sens qu'un lieu de patrimoine s'est approprié avec le temps. Avant même d'être saisi et compris intellectuellement, l'esprit du lieu est d'abord ressenti au plan émotif. On peut le présenter comme la synthèse des différents éléments, matériels et immatériels, qui contribuent à l'identité d'un site. Ainsi, dans un contexte d'aire protégée telle que le *Ya'nienhonhndeh*, la matérialité du territoire serait liée à sa structure géologique, au climat, à la présence de l'eau, à sa végétation, tout comme aux activités d'exploitation telles que l'exploitation de la flore et la faune, la foresterie, et les autres différents types d'occupation du territoire. La composante immatérielle du territoire serait quant à elle constituée de son histoire, proche ou lointaine, et de la perception de ces éléments par les différentes personnes qui se trouvent sur le territoire. Elle est également présente par la réalisation des activités coutumières de la Nation sur ce territoire. Cette composante est donc liée davantage au paysage ; elle émeut les sens et se nourrit de références littéraires, picturales, historiques, mais aussi sensorielles.

Dans le contexte du *Ya'nienhonhndeh*, l'attachement des Hurons-Wendat vis-à-vis du territoire concerné vient du fait que ce territoire est parcouru par ses membres depuis des temps immémoriaux. Ce territoire représente donc une fenêtre sur la forêt qui été parcourue et exploitée par de nombreuses générations de hurons-wendat. L'une des motivations pour la conservation de ce territoire est donc basée sur un sentiment d'appartenance. **Cependant, il est présentement impossible de présenter au MELCC un projet pour lequel l'appartenance au territoire et la valeur identitaire y étant associée seraient des arguments de conservation.** La législation québécoise ne permet pas de prendre en considération ces enjeux, puisqu'elle est surtout adaptée à la protection du patrimoine culturel des allochtones.

Avant d'adopter ce projet de loi, il reste donc au gouvernement un travail important à faire auprès des Premières Nations. Il est impératif que des consultations autochtones soient tenues afin que le MELCC puisse identifier d'autres notions comparables à celle d'esprit du lieu, qu'il a omis dans le présent projet de loi. L'ajout de ces notions dans chacune des définitions des différents types d'aires protégées permettra à la loi d'être mieux adaptée à la réalité du territoire québécois et de prendre en considération l'ensemble de ses richesses lors de la désignation d'aires protégées en collaboration avec une Première Nation.

Ce projet de loi pourrait se voir amélioré en **adoptant des meilleures pratiques qui pourraient aider à garantir que les différentes perspectives et intérêts autochtones soient pris en compte** dans le cadre de l'évaluation d'une future aire protégée. **La NHW invite le MELCC à revoir** l'examen de ses politiques, des critères et des pratiques se rattachant à la mise sur pied d'aires protégées pour intégrer l'histoire, les valeurs patrimoniales et les pratiques de la mémoire autochtone au patrimoine et à l'histoire de ces lieux. Un **groupe de travail** composé de spécialistes en gestion des ressources naturelles, forestières, en histoire, en archéologie et des représentants autochtones pourrait être mis sur pied pour revoir ces politiques.

Par ailleurs, la Nation huronne-wendat accueille favorablement l'ajout du statut d'aire protégée d'utilisation durable des ressources aux statuts de conservation plus stricts. Nous jugeons que ce statut supporte très bien le paradigme de notre Nation en contexte de conservation, puisque nous considérons que l'humain fait partie de la nature et nous **ne croyons pas qu'une aire protégée devrait obligatoirement exclure toute forme d'exploitation des ressources renouvelables**. Il va sans dire que cette exploitation doit être réalisée de manière durable. De plus, l'énoncé 46 du projet de loi spécifie que le statut d'aire protégée d'utilisation durable des ressources vise non seulement la diversité biologique, mais aussi les valeurs culturelles qui y sont associées. Cet énoncé ouvre la porte vers la possibilité pour notre Nation de présenter un projet d'aire protégée sur un territoire dont les valeurs patrimoniales, identitaires et culturelles sont indissociables de la valeur naturelle.

Cependant, quelques lacunes associées à ce nouveau concept sont toujours présentes. Le projet de loi n° 46 devrait spécifier que toute aire protégée d'utilisation durable des ressources devrait être accompagnée d'un plan de conservation qui soit flexible et puisse s'ajuster aux différentes réalités locales, aux cultures, aux intérêts et aux enjeux des différentes Premières Nations. Ce plan de gestion devra s'assurer que l'exploitation des ressources se limite aux ressources renouvelables et que cette exploitation soit faite de

façon exemplaire. De plus, le plan de conservation d'une aire protégée d'utilisation durable des ressources devra identifier clairement :

- Les caractéristiques naturelles, culturelles et paysagères qui représentent un intérêt de conservation;
- Les objectifs et les mesures de conservation du territoire visé;
- Les cibles et les indicateurs de suivi applicables au territoire visés; et
- Le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la conservation et l'exploitation de l'aire protégée d'utilisation durable des ressources.

Il est aussi primordial que ce type d'aire protégée soit géré dans un contexte de **gouvernance collaborative**. Une gouvernance collaborative permettra d'allier les intérêts tant des industriels, qui voudraient poursuivre leur exploitation de ressources renouvelables, que ceux des autres groupes d'acteurs présents sur le territoire.

Enfin, mentionnons que plusieurs articles modifiés ou principes prévus à l'intérieur du projet de loi n° 46 sont rédigés de manière que l'on retrouve plusieurs incohérences avec l'un des objectifs principaux du projet de loi, soit l'intégration des Premières Nations dans la création et la gestion des aires protégées. Ces incohérences seront soulevées lors de l'analyse d'énoncés spécifiques dans la section suivante.

3. Commentaires spécifiques et propositions

Énoncé 2.1 : Il y est mentionné que la *Loi* doit être appliquée « de manière à encourager la concertation des ministères et des organismes gouvernementaux concernés ainsi que la participation des municipalités, des citoyens et des groupes qui les représentent, notamment par la prise en compte de leurs activités, de leurs droits et de leurs intérêts ». Il est ensuite mentionné que « Le gouvernement consulte les Nations autochtones de manière distincte *lorsque les circonstances le requièrent* et il les accommode *s'il y a lieu* ».

Pour tout projet d'aire protégée et autres mesures de conservation entrepris à l'intérieur du Nionwentsio, nos activités, nos droits et nos intérêts doivent être pris en compte, et ce, dès les premiers balbutiements d'un projet qui pourrait avoir des impacts sur nos droits, activités et intérêts. La jurisprudence en matière de Droit autochtone est claire en ce sens. Une consultation avec la Nation huronne-wendat ne devrait en aucun cas être conditionnelle ou arbitraire. La Nation doit impérativement être consultée pour tout projet concernant la protection et la conservation d'une parcelle de territoire se trouvant en tout ou en partie sur son territoire coutumier. En d'autres mots, une Nation autochtone ne devrait pas uniquement être consultée lorsque le ministère considère que les circonstances le requièrent, d'autant plus que ces circonstances ne sont pas définies à l'intérieur de ce Projet de loi, mais devra plutôt être consultée pour tout projet à l'intérieur de son territoire. La Nation huronne-wendat est la seule à détenir les savoirs et l'expertise requis pour déterminer l'impact des projets sur ses droits, activités et intérêts.

- Nous proposons qu'à l'énoncé 2.1, le paragraphe suivant « Le gouvernement consulte les Nations autochtones de manière distincte lorsque les circonstances le requièrent et il les accommode lorsqu'il y a lieu » soit remplacé par « Pour tous les projets d'aires protégées ou la mise en œuvre de mesures de conservation, le gouvernement consulte les Nations autochtones de manière distincte et s'assure de les accommoder en prenant compte de leurs droits, activités et intérêts. »

Énoncé 8 : Cet énoncé ne fait aucune mention de fonds qui pourraient spécifiquement être attribués à des Premières Nations qui sont instigatrices d'un projet d'aire protégée ou d'autres moyens de conservation. Un tel fonds permettrait aux Nations d'être plus autonomes pour effectuer des recherches, des analyses, des consultations auprès de

leurs membres, des études ou des inventaires sur le territoire qu'elles cherchent à protéger.

- Nous proposons que l'article 8 prévoie des programmes d'aide financière qui seraient accordés spécifiquement aux Nations autochtones instigatrices d'un projet d'aire protégée ou d'autres moyens de conservation.

Énoncé 29 : Il y est mentionné que « La sélection des territoires, le choix des statuts de protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation à atteindre sont effectués par le ministre en collaboration avec les ministères et les organismes gouvernementaux concernés, dont les ministres responsables des affaires municipales, de l'agriculture, de la culture, du développement économique, de la faune, des forêts et des ressources naturelles. Sont également consultées les municipalités dont le territoire est compris en tout ou en partie dans celui de l'aire protégée »

Cet énoncé est très réducteur en regard des droits des groupes autochtones touchés et va à l'encontre du Droit autochtone et de l'article 35 de la Constitution du Canada envers les autochtones qui détiennent des droits issus de Traités, notamment. L'élaboration de ces dispositions générales doit être nettement plus inclusive et les Premières Nations doivent également être consultées de manière distincte à cette étape. De plus, la formulation de cet énoncé ne laisse pas sous-entendre qu'une Première Nation puisse être l'instigatrice d'un projet d'aire protégée ou autres moyens de conservation, ce qui est incohérent avec l'objectif d'inclure les Nations autochtones dans la réalisation et la gestion des aires protégées.

- Nous proposons ainsi que des mesures particulières soient incluses dans l'énoncé 29 pour les cas où une Première Nation est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée. Nous proposons donc d'ajouter ce paragraphe: « Dans le cas où une Nation autochtone est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée ou autres moyens de conservation, la sélection des territoires, le choix des statuts de protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation à atteindre sont effectués par le ministre en étroite collaboration avec la Nation autochtone impliquée, puis discutés et présentés aux autres ministères et organismes gouvernementaux concernés. Peuvent également être consultées les municipalités dont le territoire est compris en tout ou en partie dans celui de l'aire protégée. De plus, même lorsqu'une Nation n'est pas l'instigatrice d'un projet d'aire protégée, elle doit être consultée quant au choix des statuts de protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation à atteindre pour toute aire protégée mise en place sur son territoire. »

Énoncé 32 : il y est mentionné que « le ministre n'est pas tenu de donner suite à une demande de consultation publique dans les cas suivants :

- 1- D'autres voies sont susceptibles de fournir un éclairage sur les différents enjeux que soulèvent le projet d'aires protégées, telle l'application d'un processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social prévu au titre II de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ;
- 2- La demande de tenir une consultation est frivole. »

Dans les cas précis où une demande de consultation publique est basée sur des préjugés et des incompréhensions visant principalement la Nation instigatrice d'un projet d'aire protégée, un processus d'évaluation et d'examen des impacts sur le milieu social et sur l'environnement devrait être privilégié plutôt qu'une consultation publique.

Le terme frivole devrait aussi être défini. Toute demande de consultation publique basée essentiellement sur des préjugés ou motivée par une incompréhension des nuances entre la revendication d'un territoire par une Première Nation et la revendication d'un statut de protection d'un territoire par une Première Nation devrait être considérée comme frivole.

Nous tenons à spécifier que notre Nation ne se positionne pas formellement contre la tenue des consultations publiques et que nous les jugeons tout à fait pertinentes pour la concertation de différents acteurs et parties prenantes à l'intérieur d'un territoire. Nous tenons cependant à proposer une solution à l'un des obstacles les plus fréquemment rencontrés dans le processus de désignation d'une aire protégée proposée par une Première Nation, soit un mur de préjugés et d'incompréhensions. En ajoutant ces balises et en ne permettant aucun argumentaire raciste ou basé sur des préjugés, de telles modifications à l'intérieur du projet de loi n° 46 permettraient de faire avancer plus efficacement le processus de désignation des aires protégées proposées par une Première Nation.

- Nous proposons que dans l'énoncé 32, le gouvernement définisse ce qu'il considère comme frivole. Nous proposons d'ajouter à cette définition que dans le cas où une Nation autochtone est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée, est frivole toute demande de consultation publique qui soit basée essentiellement sur des préjugés ou qui soit motivée par une incompréhension des nuances entre la revendication d'un territoire par une Première Nation et la revendication d'un statut de protection d'un territoire par une Première Nation.

Nous proposons aussi qu'il soit mentionné dans l'article 32 qu'un processus d'évaluation et d'examen des impacts sur le milieu social et sur l'environnement soit privilégié dans les cas précis où une demande de consultation publique est basée sur des préjugés et des incompréhensions visant principalement la Nation instigatrice d'un projet d'aire protégée.

Énoncé 41 : Cet énoncé suggère que le gouvernement peut attribuer à une aire protégée, si l'intérêt public le justifie, un autre statut de protection, lui appliquer une autre mesure de conservation, modifier la délimitation de son territoire ou mettre fin à sa désignation. Dans le cas où la décision du gouvernement a pour effet de diminuer la superficie totale d'une aire protégée, celui-ci doit prendre des mesures de protection qui permettent de compenser cette perte, notamment par la désignation d'aire protégée d'un autre territoire présentant des caractéristiques biophysiques équivalentes à celle du territoire concerné. Cependant, cette méthode de compensation est invalide lorsqu'il s'agit d'une aire protégée qu'une Première Nation a mise sur pied en considérant des valeurs identitaires et culturelles du territoire au même titre que des valeurs écologiques. Cet énoncé est un autre exemple concret d'une incompatibilité entre les aires protégées telles qu'elles sont désignées par le MELCC et les projets d'aires protégées tels qu'ils peuvent être présentés au MELCC par une Première Nation.

- Nous proposons que soit intégrée à l'énoncé 41 une disposition selon laquelle le gouvernement ne peut modifier la délimitation d'un territoire d'une aire protégée dont une Nation autochtone a été l'instigatrice, ni mettre fin à sa désignation sans le consentement préalable, libre et éclairé de la Nation instigatrice. Le gouvernement devra donc consulter la Nation autochtone instigatrice du projet dès le début du processus du changement de désignation.

Nous proposons aussi l'ajout à l'article 41 d'une disposition spécifiant qu'en absence de territoire de valeur culturelle et identitaire au moins égale à l'aire protégée qu'il veut modifier et permettant de compenser les pertes engendrées par les modifications qu'il planifie, le gouvernement ne puisse modifier la délimitation du territoire d'une aire protégée qui a été mise sur pied par une Nation autochtone.

Énoncé 46 : Le concept d'aire protégée d'utilisation durable des ressources (APUD) tel que présenté dans le projet de loi constitue actuellement une coquille vide. Pourtant, on devrait y retrouver plusieurs critères, cibles et indicateurs de suivis, tel que mentionné dans l'analyse présentée précédemment. Nous estimons aussi qu'une APUD devrait être

équivalente aux aires protégées de catégories 5 de l'UICN dans lesquelles la foresterie est permise.

- Nous proposons que l'énoncé 46 spécifie clairement que tout projet d'APUD doit être accompagnée d'un plan de conservation qui soit flexible et puisse s'ajuster aux différentes réalités locales, aux cultures, aux intérêts et aux enjeux des différentes communauté instigatrices d'un projet, dont des Nations autochtones. L'énoncé 46 doit spécifier que le plan de gestion devra assurer que l'exploitation des ressources se limite aux ressources renouvelables et que cette exploitation doit être faite de façon exemplaire. De plus, le plan de conservation d'une APUD devra identifier clairement les caractéristiques naturelles, culturelles, identitaires et paysagères qui représentent un intérêt de conservation. Ce plan de conservation présentera aussi les objectifs et les mesures de conservation, les cibles et les indicateurs de suivi applicables au territoire visé et le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la conservation et l'exploitation de l'APUD.

Nous proposons qu'il soit spécifié à l'article 46 qu'une APUD serait en partie équivalente à une aire protégée de catégorie 5 de L'UICN.

Énoncé 47 : Il est mentionné à l'énoncé 47 que « Le statut de réserve de biodiversité vise la protection de milieux terrestres ou aquatiques, particulièrement dans le but de préserver un moment naturel ou d'assurer la représentativité de la diversité biologique des différentes régions naturelles du Québec. » Cependant, d'après notre expérience des dernières années dans le cadre de la mise sur pied d'une réserve de biodiversité faisant partie du projet *Ya'nienhonhndeh*, la notion de représentativité de la diversité biologique des différentes régions naturelles du Québec est souvent davantage valorisée par le MELCC plutôt que la notion de monument naturel lorsque vient le temps de considérer un projet d'aire protégée. Cette approche représente un obstacle important pour la mise sur pied de réserves de biodiversité par des Premières Nations qui ne sélectionnent pas nécessairement le territoire qu'ils veulent protéger sur les bases de la représentativité de la diversité biologique et de la représentativité régionale.

Nous estimons aussi que la notion de monument naturel doit être mieux définie afin de permettre de protéger des milieux naturels qui se distinguent davantage par leur caractère rare ou unique que par leur représentativité du milieu. La définition de réserve de biodiversité devrait aussi permettre d'y inclure des valeurs patrimoniales, identitaires, culturelles et des notions moins tangibles comme l'esprit du lieu.

Finalement, nous sommes d'avis que la notion de monument naturel puisse justifier la mise sur pied de tout type d'aire protégée, qu'il s'agisse d'une réserve naturelle, d'une réserve de biodiversité, d'un milieu humanisé ou d'une aire protégée d'utilisation durable des ressources. En effet, cette notion est suffisamment flexible pour qu'une Première Nation puisse présenter au MELCC un projet de conservation motivé par ses propres enjeux, sa culture, ses intérêts et ses réalités locales.

Le territoire visé par la réserve de biodiversité *Ya'nienhonhndeh* a été soumis à une étude de représentativité de la diversité biologique par le MELCC, alors que nous tenons principalement à conserver un monument naturel. En effet, nous considérons que le massif de forêt vierge que nous voulons protéger, qui est le dernier massif de forêt vierge au sud du Québec, correspond à la notion de monument naturel et qu'une étude de représentativité est inutile dans ce cas. La valorisation des aspects de représentativité de la diversité biologique au détriment de la notion de monument naturel contribue à ralentir de façon considérable le processus de désignation de la réserve de biodiversité *Ya'nienhonhndeh* par le MELCC, en plus de nuire à la concrétisation du projet.

- Nous proposons que le gouvernement s'assure de considérer également les notions de monument naturel et de représentativité de la diversité biologique des différentes régions naturelles du Québec lorsqu'il analyse un dossier d'aire protégée.

Nous proposons que la notion de monument naturel soit définie comme suit : « Un élément ou un ensemble d'élément issu de la nature, qui possède une valeur sociale et singulière associée à sa rareté, son unicité, ses qualités esthétiques, ou sa signification culturelle ».

Nous proposons que la notion de monument naturel puisse justifier la mise sur pied de tout type d'aire protégée, qu'il s'agisse d'une réserve naturelle, d'une réserve de biodiversité, d'un milieu humanisé ou d'une aire protégée d'utilisation durable des ressources. En effet, cette notion est suffisamment flexible pour qu'une Nation autochtone puisse présenter au MELCC un projet de conservation motivé par ses propres enjeux, sa culture, ses intérêts et ses réalités locales. Elle devrait donc se retrouver ailleurs qu'à l'article 47 du projet de loi n° 46.

4. L'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* proposée comme projet pilote

Nous tenons à conclure ce mémoire en vous proposant de faire de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* un projet pilote qui permettrait de mettre à l'essai la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* et d'autres dispositions modifiées par le projet de loi n° 46. Cela permettra aussi au gouvernement de contextualiser, bonifier et mobiliser les futurs bienfaits et les lacunes associés aux modifications apportées dans ce projet de loi.

La Nation huronne-wendat est donc prête à collaborer avec le gouvernement, notamment afin de tester la possibilité de former une société de gestion pour une aire protégée, rassemblant plusieurs intervenants de la région, dont notre Nation. Nous tenons aussi à participer activement à l'élaboration de balises suffisamment flexibles qui permettraient aux aires protégées d'utilisation durable des ressources de s'adapter aux différentes réalités régionales et aux différentes cultures en mettant sur pied ce projet pilote. De plus, nous souhaitons travailler avec le gouvernement à la valorisation des ressources culturelles à l'intérieur d'un projet d'aire protégée. Finalement, nous souhaitons travailler avec le MELCC sur ce projet d'aire protégée qui protégerait, entre autres, l'un des derniers massifs de forêt intacte, que nous estimons être un véritable monument naturel. Cette notion souvent ignorée serait ainsi mise de l'avant.

Le projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* participerait aussi à l'objectif du gouvernement québécois d'atteindre la cible de 17% du territoire terrestre de la province possédant un statut d'aire protégée pour 2020. De plus, son territoire étant bordé par le parc national de la Jacques-Cartier et par l'aire protégée du Triton, la création de l'aire protégée polyvalente *Ya'nienhonhndeh* permettrait d'établir un corridor transitoire entre ces deux aires de conservation et donc de créer un complexe d'aires protégées totalisant plus de 1800 km².

5. Conclusion

En somme, nous estimons que, dans la mesure où elles sont bien effectuées, réfléchies et qu'elles incluent suffisamment de flexibilité, les modifications apportées par le projet de loi n° 46 à la *Loi sur la conservation du Patrimoine naturel* et d'autres dispositions pourraient permettre à notre Nation de collaborer étroitement et efficacement avec le MELCC et les acteurs du milieu pour la création d'une aire protégée.

Nous estimons aussi que le projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* représente une chance inouïe pour la Nation huronne-wendat et le gouvernement de collaborer pour mettre sur pied une aire protégée inclusive, innovatrice et adaptée à la réalité régionale, qui protégera un fragment unique de notre patrimoine québécois.

En résumé, voici les principaux commentaires, demandes et recommandations de la Nation huronne-wendat quant au projet de loi 46 modifiant la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* et d'autres dispositions :

- La compréhension du patrimoine naturel et ce qui mérite une protection diffère pour les communautés autochtones et pour le MELCC, ce qui devrait être reflété dans le projet de loi;
- Des énoncés concrets doivent être ajoutés afin d'améliorer les moyens accordés aux Premières Nations pour qu'elles puissent présenter des projets d'aires protégées ou d'autres moyens de conservation au MELCC et que ceux-ci soient recevables;
- Le projet de loi n° 46 devrait reconnaître l'importance des ressources culturelles associées à un territoire, puisqu'elles y sont ancrées et qu'elles contribuent de manière significative à sa valeur;
- Le gouvernement devrait définir adéquatement ce qui est entendu par « valeur culturelle », puis valoriser ce type de ressource;
- La notion d'esprit du lieu devrait être incluse à l'intérieur du projet de loi n° 46;
- Des consultations autochtones devraient être tenues afin que le MELCC puisse identifier d'autres notions comparables à celle d'esprit du lieu et les inclure au projet de loi;

- Le MELCC devrait planifier l'examen de ses politiques, des critères et des pratiques se rattachant à la mise sur pied d'aires protégées pour intégrer l'histoire, les valeurs patrimoniales et les pratiques de la mémoire autochtone au patrimoine et à l'histoire de ces lieux. Un groupe de travail composé de spécialistes en gestion des ressources naturelles, forestières, en histoire, en archéologie et des représentants autochtones devrait être mis sur pied pour revoir ces politiques;
- Le projet de loi n° 46 devrait spécifier que toute aire protégée d'utilisation durable des ressources devrait être accompagnée d'un plan de conservation qui soit flexible et puisse s'ajuster aux différentes réalités locales, aux cultures, aux intérêts et aux enjeux des différentes Premières Nations. Ce plan de gestion devra s'assurer que l'exploitation des ressources se limite aux ressources renouvelables et que cette exploitation soit faite de façon exemplaire. Il est aussi primordial que ce type d'aire protégée soit géré dans un contexte de gouvernance collaborative;
- Nous proposons qu'à l'énoncé 2.1, le paragraphe suivant « Le gouvernement consulte les Nations autochtones de manière distincte lorsque les circonstances le requièrent et il les accommode lorsqu'il y a lieu » soit remplacé par « Pour tous les projets d'aires protégées ou la mise en œuvre de mesures de conservation, le gouvernement consulte les Nations autochtones de manière distincte et s'assure de les accommoder en prenant en compte leurs droits, activités et intérêts. »;
- Nous proposons que l'article 8 prévoie des programmes d'aide financière qui seraient accordés spécifiquement aux Nations autochtones instigatrices d'un projet d'aire protégée ou d'autres moyens de conservation;
- Nous proposons que des mesures particulières soient incluses dans l'énoncé 29 pour les cas où une Première Nation est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée. Nous proposons donc d'ajouter ce paragraphe: « Dans le cas où une Nation autochtone est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée ou autres moyens de conservation, la sélection des territoires, le choix des statuts de protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation à atteindre sont effectués par le ministre en étroite collaboration avec la Nation autochtone impliquée, puis discutés et présentés aux autres ministères et organismes gouvernementaux concernés. Peuvent également être consultées les municipalités dont le territoire est compris en tout ou en partie dans celui de l'aire protégée. De plus, même lorsqu'une Nation n'est pas l'instigatrice d'un projet d'aire protégée, elle doit être consultée quant au choix des statuts de

protection privilégiés et la détermination des objectifs de conservation à atteindre pour toute aire protégée mise en place sur son territoire. »;

- Nous proposons que dans l'énoncé 32, le gouvernement définisse ce qu'il considère comme frivole. Nous proposons d'ajouter à cette définition que dans le cas où une Nation autochtone est l'instigatrice d'un projet d'aire protégée, est frivole toute demande de consultation publique qui soit basée essentiellement sur des préjugés ou qui soit motivée par une incompréhension des nuances entre la revendication d'un territoire par une Première Nation et la revendication d'un statut de protection d'un territoire par une Première Nation;
- Nous proposons aussi qu'il soit mentionné dans l'article 32 qu'un processus d'évaluation et d'examen des impacts sur le milieu social et sur l'environnement soit privilégié dans les cas précis où une demande de consultation publique est basée sur des préjugés et des incompréhensions visant principalement la Nation instigatrice d'un projet d'aire protégée;
- Nous proposons que soit intégrée à l'énoncé 41 une disposition selon laquelle le gouvernement ne peut modifier la délimitation d'un territoire d'une aire protégée dont une Nation autochtone a été l'instigatrice, ni mettre fin à sa désignation sans le consentement préalable, libre et éclairé de la Nation instigatrice. Le gouvernement devra donc consulter la Nation autochtone instigatrice du projet dès le début du processus du changement de désignation;
- Nous proposons aussi l'ajout à l'article 41 d'une disposition spécifiant qu'en absence de territoire de valeur culturelle et identitaire au moins égale à l'aire protégée qu'il veut modifier et permettant de compenser les pertes engendrées par les modifications qu'il planifie, le gouvernement ne puisse modifier la délimitation du territoire d'une aire protégée qui a été mise sur pied par une Nation autochtone;
- Nous proposons que l'énoncé 46 spécifie clairement que tout projet d'APUD doit être accompagné d'un plan de conservation qui soit flexible et puisse s'ajuster aux différentes réalités locales, aux cultures, aux intérêts et aux enjeux des différentes communautés instigatrices d'un projet, dont des Nations autochtones. L'énoncé 46 doit spécifier que le plan de gestion devra assurer que l'exploitation des ressources se limite aux ressources renouvelables et que cette exploitation doit être faite de façon exemplaire. De plus, le plan de conservation d'une APUD devra identifier clairement les caractéristiques naturelles, culturelles, identitaires et paysagères qui représentent un intérêt de conservation. Ce plan de conservation présentera aussi les objectifs et les

mesures de conservation, les cibles et les indicateurs de suivi applicables au territoire visé et le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la conservation et l'exploitation de l'APUD;

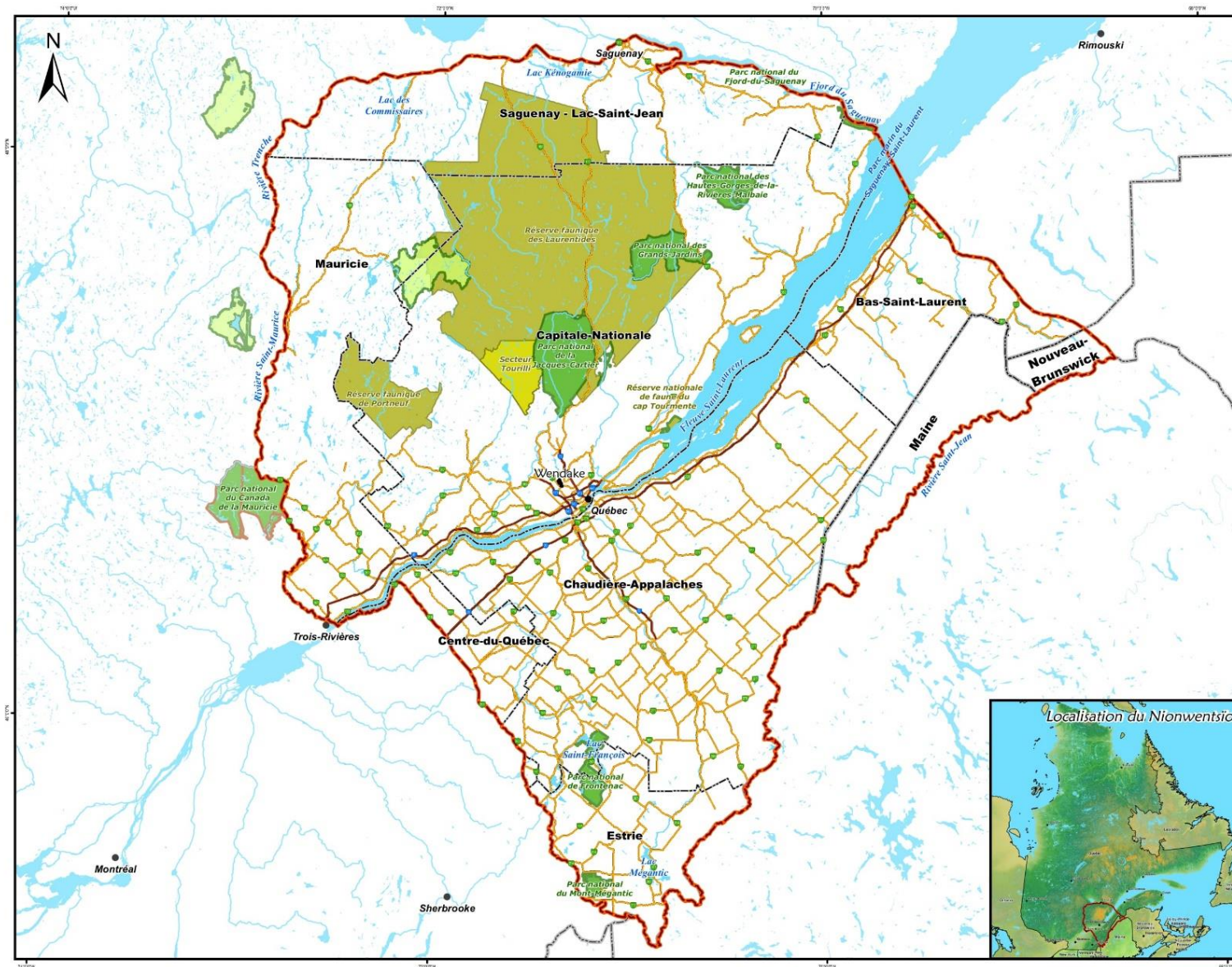
- Nous proposons qu'il soit spécifié à l'article 46 qu'une APUD serait en partie équivalente à une aire protégée de catégorie 5 de l'UICN;
- Nous proposons que le gouvernement s'assure de considérer également les notions de monument naturel et de représentativité de la diversité biologique des différentes régions naturelles du Québec lorsqu'il analyse un dossier d'aire protégée;
- Nous proposons que la notion de monument naturel soit définie comme suit :
« Un élément ou un ensemble d'élément issu de la nature, qui possède une valeur sociale et singulière associée à sa rareté, son unicité, ses qualités esthétiques, ou sa signification culturelle. »;
- Nous proposons que la notion de monument naturel puisse justifier la mise sur pied de tout type d'aire protégée, qu'il s'agisse d'une réserve naturelle, d'une réserve de biodiversité, d'un milieu humanisé ou d'une aire protégée d'utilisation durable des ressources. En effet, cette notion est suffisamment flexible pour qu'une Nation autochtone puisse présenter au MELCC un projet de conservation motivé par ses propres enjeux, sa culture, ses intérêts et ses réalités locales. Elle devrait donc se retrouver ailleurs qu'à l'article 47 du projet de loi n° 46;
- Nous proposons de faire de l'aire protégée *Ya'nienhonhndeh* un projet pilote qui permettrait de mettre à l'essai la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* et d'autres dispositions modifiées par le projet de loi n° 46.

Références

- 1 Ce texte reprend en partie un document informatif produit par le Bureau du Nionwentsïo de la Nation huronne-wendat en 2019 pour informer les membres de la communauté ou tout autre intervenant du milieu intéressé à en apprendre davantage sur le Projet d'aire protégée *Ya'nienhonhndeh*. Le document *Aire protégée Ya'nienhonhndeh Notre patrimoine collectif Protéger le dernier massif de forêt vierge du Nionwentsïo* est disponible au : <https://wendake.ca/grands-dossiers-et-consultations-publiques/aire-protégée-yanienhonhndeh/>
- 2 RICHARD, Jean-François, 2012 : « Les hurons-wendat et le Nionwentsïo : quelques aspects historiques et ethnographiques ». *Histoires forestières du Québec* 4 (numéro double 2011-2012) : 8-20.
- 3 Nation huronne-wendat. 2013. *Identification et protection des lieux d'intérêt de la Nation huronne-wendat dans la région des lacs à Moïse – Ya'nienhonhndeh et Batiscan – Ekiontarowänha'*. Rapport de recherche scientifique présenté à la Conférence régionale des élus.
- 4 RICHARD, Jean-François, LESAGE, Louis, PLOURDE, Michel. 2019. *La Nation huronne-wendat et l'archéologie au Québec*. Publié dans *Recherches amérindiennes au Québec*.
- 5 Ce texte reprend en partie un document produit à la demande du Bureau du Nionwentsïo par Philip Bell-Doyon, étudiant au doctorat à l'Université Laval. Le document *les écosystèmes forestiers intacts et leurs valeurs pour la conservation de la biodiversité boréale : revue de littérature* est actuellement disponible uniquement sur demande.
- 6 BÉLANGER, Louis *et al.*, 2013. *Adaptation aux changements climatiques de la conservation de la nature et du système d'aires protégées du Québec*. Projet Ouranos.
- 7 COLE, H. A. *et al.* 2008. Influence of microhabitat on bryophyte diversity in Ontario mixedwood boreal forest. *Canadian Journal of Forest Research*, 38:1867–1876

- 8 FAUTEUX, D., IMBEAU, L, DRAPEAU, P. et MAZEROLLE M. 2012. Small mammal responses to coarsewoody debris distribution at different spatial scales in managed and unmanaged boreal forests. *Forest Ecology and Management*, 266:194–205.
- 9 TERRAUBE, J., et al. 2016. Forest edges have high conservation value for bird communities in mosaic landscapes. *Ecology and Evolution*, 6:5178–5189.
- 10 PAILLET, Y., et al. 2010. Biodiversity differences between managed and unmanaged forests: Meta-analysis of species richness in Europe. *Conservation Biology*, 24:101–112.
- 11 Nation huronne-wendat. 2016. Ébauche de stratégie territoriale - Aire protégée polyvalente Ya'nienhonnndeh

Annexe Carte du Nionwentsio



NIONWENTSIO

Territoire sur lequel la
Nation huronne-wendat affirme
ses droits protégés par le
Traité Huron-Britannique de 1760
Cette carte représentant la perspective
huronne-wendat

Le territoire identifié sur cette carte ne
constitue pas une reconnaissance par
le Canada et le Québec du territoire
de Traité de la NHW

Cette carte est sujette à changement en
fonction de l'évolution des recherches
historiques et anthropologiques menées par
le Bureau du Nionwentsio

(R. c. Sioui, Cour suprême du Canada, 1990)

Sous toutes réserves
des droits et intérêts
de la Nation huronne-wendat

- Nionwentsio
- Frontières
- Régions Administratives
- Autoroute
- Route
- Cours d'eau
- Plan d'eau
- Parc national fédéral
- Parc national québécois
- Réserve de biodiversité
- Réserve nationale de faune
- Réserves fauniques
- Secteur Tourilli



Métadonnées
Projection Transverse Mercator modifiée (MTM)
Système de référence nord-américain de 1983
(NAD 83) Zone : 7
Données
Base de données topographiques et administrative
du Québec (BDTA) à l'échelle de 1:250 000
Réalisation
Nation huronne-wendat, Bureau du Nionwentsio
© Nation huronne-wendat, février 2015

0 5 10 20 30 40 50 60 70 80 km

1:1 400 000

